

Lutte de classe

Le manifeste du parti communiste a 160 ans, alors vive le communisme et à bas l'opportunisme et le centrisme !

Sans vouloir être désagréable inutilement, le professeur Gluckstein manifeste quelques faiblesses intellectuelles inquiétantes dans son dernier éditorial (*Informations ouvrières* n°827).

Je ne m'y attarderai pas, notons seulement que *forme* et *contenu* ne se *rejoignent* pas toujours, élémentaire. Et quand il écrit « *N'est-ce pas là la seule voie pour empêcher que tout ne soit détruit ?* », il nous présage rien de moins que l'apocalypse (now) si son pays bien-aimé, la France, restait dans l'Union européenne. Vous avouerez qu'il ne s'y prendrait pas autrement s'il voulait rendre encore moins crédible (lisible et accessible aux masses) la politique de son parti. Ce n'est pas notre problème.

Avec sa suffisance habituelle, il se moque du Premier ministre du plus petit pays de l'Union européenne (si je ne me trompe pas), qui a osé interpellé le plus petit Président en taille d'un pays de l'Union européenne, le parvenu Sarkozy. Et vous savez pourquoi le Premier ministre slovène a rappelé à l'ordre notre flic président ? Pour lui notifier qu'il devait respecter impérativement le traité de Maastricht. C'est tout ? C'est tout. Quoi de neuf en somme ? Rien ou presque.

Si vous regardez bien comment il a construit son éditorial cette semaine, vous remarquerez qu'il l'a écrit après que les articles de son journal aient été bouclés, son éditorial fait office de table des matières en quelque sorte.

Par contre ce que je considère comme le plus important, c'est qu'il a invoqué Marx et Engels, certes, en évitant de justesse de se livrer à un amalgame, disons qu'il s'est livré à une comparaison d'un genre douteux.

Au spectre du communisme qui hante l'Europe depuis 160 ans, communisme rappelons-le, qui par définition est antinomique avec l'existence du capitalisme, de l'Etat et des classes, il en a ajouté un qui doit se situer au même degré sur l'échelle de la lutte des classes, celui du « *référendum permettant le « rejet » du traité de Lisbonne* », car « *au bout du compte, c'est la démocratie qui les terrorise.* ».

Gluckstein a l'habitude de produire ce genre d'exagération (hyperbole) qui rend son discours incompréhensible et n'influence finalement que le cerveau des êtres les plus impressionnables. Si maintenant le spectre de la démocratie « *terrorise* » la bourgeoisie, alors on se demande quel sentiment doit leur inspirer celui du communisme.

Je peux me tromper, mais jusqu'à présent je pensais que le combat pour la démocratie en France (et dans tous les autres pays) appartenait davantage au milieu du XIXe siècle qu'à notre époque, et que depuis, s'il ne s'inscrivait pas dans une perspective révolutionnaire (lire les conclusions qui figurent à la fin de *La révolution permanente* de Trotsky), il se chargeait automatiquement d'un contenu réactionnaire.

Mettre sur le même plan le communisme et la démocratie bourgeoise est décidément incongru.

Je ne sais pas si vous l'avez remarqué, mais le rejet du traité constitutionnel européen (TCE) le 29 mai 2005 en France, n'a pas empêché le traité de Maastricht de s'appliquer. Vous vous souvenez sans doute que le vote non devait « *stopper* » l'offensive de l'impérialisme contre le prolétariat. En réalité, elle n'a fait que s'accroître depuis juillet 2005. On peut mesurer là précisément la limite de la portée du discours anesthésiant du PT sur le respect de la démocratie, qui se confond forcément dans la tête des travailleurs avec le respect de l'ordre établi, puisque qu'ils n'ont pas l'impression de vivre sous une dictature mais en paix...

Le résultat du référendum en France le 29 mai 2005 a causé quelques difficultés à l'UE... qui les a finalement contournés. J'avais expliqué bien avant le référendum, que son résultat ne changerait rien s'il n'était pas accompagné d'une mobilisation du prolétariat pour imposer le respect du rejet du TCE. On pourrait dire la même chose demain. D'ailleurs, que le traité de Lisbonne soit adopté ou non n'est pas l'essentiel à mon avis, car même s'il contient toute une batterie de mesures ou de lois antisociales, entre son adoption et sa mise en application, il y a une marge qui ne peut se mesurer qu'à l'aune de la lutte des classes. Ajoutons que la constitution, le pilier des institutions de la Ve République, est belle et bien toujours vivante, puisque Sarkozy s'appête à la modifier avant la ratification du traité de Lisbonne par le Parlement.

Pour imposer la remise en cause des lois ou du droit en vigueur, pour imposer des transformations profondes des relations sociales au sein de la société, il ne suffit pas de voter un texte, faut-il encore avoir les moyens politiques de l'imposer au prolétariat pour parvenir à remplacer l'ordre existant par un modèle de société plus antidémocratique, injuste, inégalitaire, renforçant l'exploitation et l'oppression, bref tendant vers une dictature. La dernière grève des cheminots l'a rappelé si nécessaire même si elle s'est conclue par un échec. Cela ne peut se réaliser du jour au lendemain, et l'on sait pertinemment que certaines lois pourtant adoptées depuis longtemps

n'ont jamais pu être appliquées ou n'ont jamais fait l'objet d'un décret d'application. Bien des lois adoptées mais jamais appliquées de façon collective, exercent davantage un moyen de pression ou de chantage sur le prolétariat atomisé.

Loin de moi l'idée de les sous-estimer tout comme le combat nécessaire contre l'Union européenne.

C'est la maturité politique de la conscience de classe du prolétariat qui détermine finalement le rythme de la lutte des classes et qui conditionne l'issue de la crise du capitalisme.

Puisque Gluckstein a cru bon de citer *Le manifeste du parti communiste* de Marx et Engels, ce qui est parfaitement son droit, allons y jeter un oeil histoire pour en vérifier encore une fois l'actualité, quitte à terroriser les bourgeois et ceux qui n'y font plus référence que les jours de fête.

Pourquoi l'impérialisme a tant besoin de l'Union européenne... et de la Chine, l'Inde, etc. ?

« La bourgeoisie ne peut exister sans révolutionner constamment les instruments de production, ce qui veut dire les rapports de production, c'est-à-dire l'ensemble des rapports sociaux. »

Le monopole n'a pas mis fin à la concurrence entre capitalistes comme le soulignait Lénine. L'expédition russe au pôle nord qui a eu lieu récemment pour s'assurer un droit de préemption sur les matières premières qui dorment sous la banquise, et la polémique qui s'en est suivi avec les représentants des différents impérialistes, en est une preuve.

La mondialisation du capital, une nouveauté qui nécessiterait une modification radicale de la stratégie de l'avant-garde du prolétariat luttant contre le capitalisme pour la prise du pouvoir ?

« Par l'exploitation du marché mondial, la bourgeoisie donne un caractère cosmopolite à la production et à la consommation de tous les pays. Au grand désespoir des réactionnaires, elle a enlevé à l'industrie sa base nationale. Les vieilles industries nationales ont été détruites et le sont encore chaque jour. Elles sont supplantées par de nouvelles industries, dont l'adoption devient une question de vie ou de mort pour toutes les nations civilisées (...) »

« A la place de l'ancien isolement des provinces et des nations se suffisant à elles-mêmes, se développent des relations universelles, une interdépendance universelle des nations. »

De là à défendre l'industrie nationale, l'agriculture nationale, « *notre industrie* », « *notre agriculture* » pour reprendre les termes exactes employés par Schivardi et Gluckstein pendant la campagne des présidentielles, il y a une distance aussi vaste que celle qui sépare les deux rives d'un continent, qui sépare le communiste de l'opportuniste ou du centrisme.

Cependant, avec qui le prolétariat doit d'abord en finir : Avec Bruxelles, Washington ou tout simplement le gouvernement et les institutions de la Ve République ?

« La lutte du prolétariat contre la bourgeoisie, bien qu'elle ne soit pas, quant au fond, une lutte nationale, en revêt cependant tout d'abord la forme. Il va sans dire que le prolétariat de chaque pays doit en finir, avant tout, avec sa propre bourgeoisie. »

Un « *avant tout* » qui « *va sans dire* » bien embarrassant qu'on voudrait faire disparaître du *Manifeste du parti communiste*, n'est-ce pas ?

Sur quoi repose la légitimité de notre combat, la légitimité du communisme ?

« L'ouvrier moderne au contraire, loin de s'élever avec le progrès de l'industrie, descend toujours plus bas, au-dessous même des conditions de vie de sa propre classe. Le travailleur devient un pauvre, et le paupérisme s'accroît plus rapidement encore que la population et la richesse. Il est donc manifeste que la bourgeoisie est incapable de remplir plus longtemps son rôle de classe dirigeante et d'imposer à la société, comme loi régulatrice, les conditions d'existence de sa classe. Elle ne peut plus régner, parce qu'elle est incapable d'assurer l'existence de son esclave dans le cadre de son esclavage, parce qu'elle est obligée de le laisser déchoir au point de devoir le nourrir au lieu de se faire nourrir par lui. La société ne peut plus vivre sous sa domination, ce qui revient à dire que l'existence de la bourgeoisie n'est plus compatible avec celle de la société. »

Si vous trouvez là le plus infime espace pour justifier l'existence de la démocratie bourgeoisie, faites-moi signe.

Dans quel cas le prolétariat devient-il la nation elle-même, et que vaut le mot d'ordre *l'union libre des peuples dans toute l'Europe* ?

« En outre, on a accusé les communistes de vouloir abolir la patrie, la nationalité.

Les ouvriers n'ont pas de patrie. On ne peut leur ravir ce qu'ils n'ont pas. Comme le prolétariat de chaque pays doit en premier lieu conquérir le pouvoir politique, s'ériger en classe dirigeante de la nation, devenir lui-même la nation, il est encore par là national, quoique nullement au sens bourgeois du mot.

Déjà les démarcations nationales et les antagonismes entre les peuples disparaissent de plus en plus avec le développement de la bourgeoisie, la liberté du commerce, le marché mondial, l'uniformité de la production industrielle et les conditions d'existence qu'ils entraînent. Le prolétariat au pouvoir les fera disparaître plus encore. (...)

Abolissez l'exploitation de l'homme par l'homme, et vous abolirez l'exploitation d'une nation par une autre nation.

Du jour où tombe l'antagonisme des classes à l'intérieur de la nation, tombe également l'hostilité des nations entre elles. »

Marx ne mettait pas la charrue avant les boeufs comme s'emploient à le faire ceux qui parlent en son nom, simple constatation.

Contrairement à ce qu'affirme le PT, il est possible et facile de défendre tous nos droits et acquis en se passant des mots d'ordre à relent nationaliste, tel que défense de la nation, de la République, etc. Dès lors que le gouvernement Sarkozy-Fillon-Kouchner a décidé de liquider tous nos droits et acquis, cela signifie qu'ils sont devenus incompatibles avec le maintien du régime en place, nous devons donc le combattre pour le faire reculer éventuellement, pour l'abattre et prendre le pouvoir, il n'y a pas d'autre voie pour construire le parti, notre priorité absolue.

Que vaut le mot d'ordre de défense de la démocratie bourgeoise dès lors qu'il ne se situe pas dans la perspective de la révolution prolétarienne ?

« Nous avons déjà vu plus haut que la première étape dans la révolution ouvrière est la constitution du prolétariat en classe dominante, la conquête de la démocratie.

Le prolétariat se servira de sa suprématie politique pour arracher petit à petit tout le capital à la bourgeoisie, pour centraliser tous les instruments de production entre les mains de l'Etat, c'est-à-dire du prolétariat organisé en classe dominante, et pour augmenter au plus vite la quantité des forces productives

Cela ne pourra naturellement se faire, au début, que par une violation despotique du droit de propriété et du régime bourgeois de production, c'est-à-dire par des mesures qui, économiquement, paraissent insuffisantes et insoutenables, mais qui, au cours du mouvement, se dépassent elles-mêmes et sont indispensables comme moyen de bouleverser le mode de production tout entier. »

Grand dieu, pour conquérir la démocratie, il faudrait faire une révolution ouvrière ! Terrifiant en vérité !

Attention, il faut lire correctement ce passage de Marx, le prolétariat *« arrachera petit à petit tout le capital à la bourgeoisie »* **une fois seulement qu'il aura conquis le pouvoir politique**, ajoutons, pendant que le caractère socialiste de la révolution prendra le dessus sur son caractère démocratique bourgeois, c'est exactement ce processus théorique que la révolution russe de février et octobre 1917 a vérifié sur le plan pratique.

Assurons-nous d'avoir bien compris ce que signifie s'ériger en classe dominante, synonyme de la dictature exercée par une classe sur une autre, et de quelle manière seulement une classe peut atteindre ce statut ou ce degré de maturité.

« Le pouvoir politique, à proprement parler, est le pouvoir organisé d'une classe pour l'oppression d'une autre. Si le prolétariat, dans sa lutte contre la bourgeoisie, se constitue forcément en classe, s'il s'érige par une révolution en classe dominante et, comme classe dominante, détruit par la violence l'ancien régime de production, il détruit, en même temps que ce régime de production, les conditions de l'antagonisme des classes, il détruit les classes en général et, par là même, sa propre domination comme classe.

A la place de l'ancienne société bourgeoise, avec ses classes et ses antagonismes de classes, surgit une association où le libre développement de chacun est la condition du libre développement de tous. »

Il faut ajouter la destruction de la machine d'Etat (depuis l'expérience de la Commune de Paris et de la révolution d'Octobre) et son remplacement par un Etat ouvrier... Vous aurez noté au passage qu'avant de pouvoir parler d'un *« libre développement de chacun »*, il aura forcément coulé beaucoup d'eau sous les ponts, et que ce n'est pas avec la rupture avec l'Union européenne que nous pourrons y prétendre comme l'affirme abusivement Gluckstein à travers sa formule *« l'union libre des peuples de toute l'Europe »*. A l'opposé, le mot d'ordre des Etats-Unis socialistes d'Europe trace une perspective politique à tous les peuples, qui s'inscrit dans la tradition révolutionnaire du prolétariat international en mettant à l'ordre du jour dans chaque pays, le combat pour en finir avec les institutions et le capitalisme.

C'est bien au cours de la révolution que le prolétariat engage le combat décisif pour devenir la classe dominante avant de le devenir véritablement une fois seulement que la bourgeoisie sera vaincue sur le plan politique... Sans révolution politique, le prolétariat est voué à demeurer éternellement dans la servitude. Alors pourquoi évacuer systématiquement de toute perspective politique la révolution prolétarienne ? Ne doit-on pas y voir là le témoignage du renoncement à vaincre la bourgeoisie, une capitulation ?

Le mot d'ordre de *reconquête de la démocratie* renvoie à une période antérieure à celle que nous vivons, période pendant laquelle les rapports sociaux d'exploitation étaient les mêmes qu'en 2008. Question : Ne s'agirait-il pas de faire tourner la roue de l'histoire à l'envers ? La démocratie est une forme de domination politique mise en place par la bourgeoisie sur le prolétariat pour l'exploiter dans les meilleures conditions. Quelle que soit la forme de domination ou de régime politique qu'elle a choisi pour exercer son pouvoir, elle traduit à un moment donné le rapport de forces entre les classes (sa maturité politique plus exactement), elle est le produit de la lutte des classes, mais dans tous les cas, elle demeure indissociable de la propriété privée des moyens de production.

Finalement, le contenu de la démocratie est déterminé ou épouse les formes de la classe dominante qui exerce le pouvoir. Défendre hier ou aujourd'hui la démocratie, c'est automatiquement défendre les rapports sociaux d'exploitation dont elle demeure le produit sur le plan politique qu'on le veuille ou non. Prendre position pour une mouture de démocratie contre une autre, au lieu de s'engager dans le combat pour en finir avec le régime, ne peut être le fait que de petits bourgeois nostalgiques d'une époque révolue où la bourgeoisie se montrait plus généreuse avec eux et leur accordait des privilèges plus importants pour stabiliser son pouvoir au détriment du prolétariat, dont les intérêts fondamentaux et le combat est incompatible avec le maintien du capitalisme.

Voici ce que disait Marx des classes moyennes :

« Les classes moyennes, petits fabricants, détaillants, artisans, paysans, tous combattent la bourgeoisie parce qu'elle est une menace pour leur existence en tant que classes moyennes. Elles ne sont donc pas révolutionnaires, mais conservatrices; bien plus, elles sont réactionnaires : elles cherchent à faire tourner à l'envers la roue de l'histoire. Si elles sont révolutionnaires, c'est en considération de leur passage imminent au prolétariat : elles défendent alors leurs intérêts futurs et non leurs intérêts actuels; elles abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat. »

Faut-il encore comme le précise Marx dans la dernière phrase, qu'elle « *abandonnent leur propre point de vue pour se placer à celui du prolétariat* », ce qui est loin d'être le cas aujourd'hui. Il suffit d'avoir en tête le résultat des élections présidentielles pour en être totalement convaincu.

De plus, comme aucun parti ne fait plus référence à la révolution prolétarienne, à la constitution du prolétariat en classe dominante (dictature du prolétariat), encore moins au marxisme, on peut affirmer sans prendre de grands risques, que les éléments de la petite bourgeoisie et des classes moyennes qui rejoignent les partis ouvriers n'ont pas pour objectif d'en finir avec le capitalisme et qu'ils conservent une forte tendance réactionnaire.

Je reviendrai plus tard sur la politique du PT.

Je dois vous avouer que j'avais rédigé un autre texte à partir de l'éditorial de Gluckstein, lorsqu'il m'est subitement venu à l'idée de relire rapidement *Le manifeste du parti communiste*, ce qui m'a conduit à réécrire presque entièrement le texte que vous venez de lire. Non pas que mon premier jet était mauvais, au contraire j'ai eu le bonheur de constater que j'étais en phase avec ce qu'avaient écrit Marx et Engels. Je ne rajouterai pas les parties de mon premier texte qui feraient double emploi avec celui-ci, je préfère conserver les autres passages pour un autre article où je traiterai plus en détail des questions comme la définition et la validité d'un mot d'ordre ou d'une ligne politique.

Je ne m'attarderai pas davantage sur le reste de l'éditorial de Gluckstein qui n'en vaut pas l'intérêt.

Le combat pour un référendum sur le traité de Lisbonne semble perdu d'avance en France, il ne faut pas se leurrer, mais il faut le poursuivre afin de soutenir le prolétariat qui pourrait être amené à voter non au Portugal et en Irlande ou dans d'autres pays.